

1er et 13 mai agentes et agents du Service public dans la rue !

Le 1^{er} mai est la journée internationale de luttes des travailleurs et des travailleuses.

Mais cette année, cette journée prend un sens très particulier.

L'élection de Donald Trump aux États-Unis, semble donner de fausses bonnes idées à notre gouvernement. Depuis l'élection du Président Macron, les gouvernements successifs ciblent comme coupable les services publics notamment de notre pôle ministériel.

Les conséquences sur nos collègues de l'OFB mais aussi sur d'autres opérateurs et services sont dramatiques.

Sous prétexte d'économie et par facilité, la ministre chargée des Comptes publics annonce la fusion voire la suppression d'un tiers des opérateurs publics. Une insulte supplémentaire faite aux personnels et aux citoyennes et citoyens.

Cela révèle aussi d'une méconnaissance crasse du fonctionnement du Service public français. Ce gouvernement condescendant désavoue son utilité pour les citoyennes et les citoyens.

Détruire le Service public revient à créer un impôt inégalitaire, les plus pauvres ayant le plus de difficulté à compenser la disparition de services publics.

Cette ministre devrait plutôt se concentrer sur la recherche de recettes : fraudes fiscales, paradis fiscaux, taxation des marchés et des très hauts revenus, cadeaux fiscaux aux entreprises dénoncés aussi par l'Union Européenne, utilisation de la TVA pour financer les entreprises...

Dans ce contexte, nos missions pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique sont les parents pauvres de leurs préoccupations.

Le 1er mai, la FSU Écologie appelle à se mobiliser massivement pour la défense des travailleurs et la justice sociale et environnementale.

Le 13 mai, la FSU Écologie appelle à se mobiliser massivement pour l'abrogation du jour de carence et le maintien de la rémunération à 100% en congé maladie !

Signons massivement la pétition intersyndicale [ici](#)

LA MOBILISATION PAYE : la grève du 5 décembre a contraint le gouvernement à abandonner l'allongement du délai de carence d'un à trois jours.

Le rapport de force par la grève et la manifestation, permet de se faire entendre.

Il nous faut encore hausser le niveau de mobilisation face aux nouvelles annonces du gouvernement Bayrou !